

**N° 7027****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2015-2016

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****concernant les prescriptions minimales pour la signalisation  
de sécurité et de santé au travail**

\* \* \*

*(Dépôt: le 1.8.2016)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.7.2016).....	1
2) Exposé des motifs .....	2
3) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	2
4) Commentaire des articles .....	20
5) Tableau de concordance.....	21
6) Fiche d'évaluation d'impact.....	22
7) Fiche financière.....	25
8) Avis de la Chambre des Salariés (16.2.2016) .....	25
9) Avis du Conseil d'Etat (8.3.2016).....	26
10) Texte coordonné.....	28

\*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES***(29.7.2016)*

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie solidaire, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins en annexe le texte du projet, l'exposé des motifs, le commentaire des articles, la fiche d'évaluation d'impact, la fiche financière, un tableau de concordance entre le présent projet et la directive 2014/27/UE, l'avis de la Chambre des salariés, l'avis de la Chambre de commerce, l'avis du Conseil d'Etat du 8 mars 2016 ainsi qu'un texte coordonné, tenant compte de toutes les observations formulées par la Haute Corporation.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement,*  
Fernand ETGEN

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de règlement grand-ducal a comme base légale le Livre III, Protection, Sécurité et Santé des Salariés du Code du Travail et notamment son article L. 314-3.

Le présent règlement grand-ducal transpose partiellement en droit luxembourgeois la directive 2014/27/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

La directive 2014/27/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 février 2014 (ci-après „acte modificatif“) modifie les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

La directive du Conseil 92/58/CEE a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 28 mars 1995 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail (ci-après „règlement signalisation“).

Le présent projet de règlement grand-ducal se propose donc d'introduire les éléments de l'acte modificatif dans le règlement signalisation ainsi que de mettre à jour certaines références à des lois abrogées reprises par le Code du travail. En plus il y a lieu de corriger plusieurs erreurs matérielles du règlement signalisation ainsi que de rafraîchir le graphisme des pictogrammes figurant aux annexes.

Au vu des nombreuses modifications et corrections à introduire dans le règlement signalisation le présent projet de règlement grand-ducal fait l'objet d'une coordination de toutes ces modifications. Toutefois, le présent projet de règlement grand-ducal se dotera d'un nouvel intitulé et abrogera le règlement signalisation.

\*

## TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous, HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles L. 311-1 à L. 314-4 du Code du Travail;

Vu la directive 2014/27/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges;

Vu les avis de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Chambre des Salariés; de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics et de la Chambre d'Agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés;

Sur le rapport de Notre ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et de Notre ministre de la Santé, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

### **Art. 1<sup>er</sup>.– Objet**

1. Le présent règlement grand-ducal fixe des prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé telles que définies à l'article 2.

2. Le présent règlement grand-ducal ne s'applique pas à la signalisation pour la mise sur le marché de substances et de mélanges dangereux, de produits respectivement d'équipements, à moins que d'autres dispositions légales n'y fassent spécifiquement référence.

3. Le présent règlement grand-ducal ne s'applique pas à la signalisation utilisée pour la réglementation du trafic routier, ferroviaire, fluvial, maritime et aérien.

4. Les dispositions du Code du travail, notamment son Livre III, Titre premier, concernant la protection, la sécurité et la santé des salariés au travail s'appliquent pleinement à l'ensemble du domaine visé au paragraphe 1, sans préjudice de dispositions plus contraignantes respectivement spécifiques contenues dans le présent règlement grand-ducal.

#### **Art. 2.– Définitions**

Aux fins du présent règlement grand-ducal, on entend par:

- a) „signalisation de sécurité et de santé“: une signalisation qui, rapportée à un objet, à une activité ou à une situation déterminée, fournit une indication ou une prescription relative à la sécurité et la santé au travail, au moyen, selon le cas, d'un panneau, d'une couleur, d'un signal lumineux ou acoustique, d'une communication verbale ou d'un signal gestuel;
- b) „signal d'interdiction“: un signal qui interdit un comportement susceptible de faire courir ou de provoquer un danger;
- c) „signal d'avertissement“: un signal qui avertit d'un risque ou d'un danger;
- d) „signal d'obligation“: un signal qui prescrit un comportement déterminé;
- e) „signal de sauvetage ou de secours“: un signal qui donne des indications relatives aux issues de secours ou aux moyens de secours ou de sauvetage;
- f) „signal d'indication“: un signal qui fournit d'autres indications que celles prévues aux points b) à e);
- g) „panneau“: un signal qui, par la combinaison d'une forme géométrique, de couleurs et d'un symbole ou pictogramme, fournit une indication déterminée, dont la visibilité est assurée par un éclairage d'une intensité suffisante;
- h) „panneau additionnel“: un panneau utilisé conjointement avec un panneau, comme indiqué au point g), et qui fournit des indications complémentaires;
- i) „couleur de sécurité“: une couleur à laquelle est attribuée une signification déterminée;
- j) „symbole ou pictogramme“: une image qui décrit une situation ou prescrit un comportement déterminé, et qui est utilisée sur un panneau ou sur une surface lumineuse;
- k) „signal lumineux“: un signal émis par un dispositif composé de matériaux transparents ou translucides, éclairés de l'intérieur ou par l'arrière, de manière à apparaître, par lui-même, comme une surface lumineuse;
- l) „signal acoustique“: un signal sonore codé émis et diffusé par un dispositif ad hoc, sans utilisation de la voix humaine ou synthétique;
- m) „communication verbale“: un message verbal prédéterminé, avec utilisation de la voix humaine ou synthétique;
- n) „signal gestuel“: un mouvement respectivement position des bras respectivement des mains sous forme codée pour guider des personnes effectuant des manoeuvres constituant un risque ou un danger pour des salariés;
- o) „Règlement CLP“: Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1).

#### **Art. 3.– Règles générales**

1. L'employeur doit prévoir ou doit s'assurer de l'existence d'une signalisation de sécurité et de santé au travail conforme aux dispositions du présent règlement grand-ducal, lorsque les risques ne peuvent pas être évités ou suffisamment limités par les moyens techniques de protection collective ou par des mesures, méthodes ou procédés d'organisation du travail.

L'employeur tient compte de toute évaluation des risques réalisée conformément à l'article L. 312-2, paragraphe 4, point 1 du Code du travail concernant la sécurité et la santé des salariés au travail.

2. La signalisation applicable aux trafics routier, ferroviaire, fluvial, maritime et aérien doit, sans préjudice de l'annexe V, être utilisée, s'il y a lieu, pour ces trafics, à l'intérieur des entreprises respectivement établissements.

**Art. 4.– *Signalisation de sécurité et de santé utilisée pour la première fois***

La signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail pour la première fois à partir du 24 juin 1994 doit satisfaire aux prescriptions minimales figurant aux annexes I à IX.

**Art. 5.– *Signalisation de sécurité et de santé déjà utilisée***

La signalisation de sécurité et de santé au travail déjà utilisée au travail avant la date prévue à l'article 4 doit satisfaire aux prescriptions minimales figurant aux annexes I à IX, au plus tard dix-huit mois après ladite date.

**Art. 6.– *Exemption***

Il peut être dérogé à l'application des règles mentionnées à l'annexe VIII point 2 respectivement de l'annexe IX point 3, en prévoyant toutefois des mesures alternatives garantissant le même niveau de protection.

**Art. 7.– *Information et formation des salariés***

1. Sans préjudice du Titre premier du Livre IV du Code du travail relatif aux délégations du personnel, les salariés respectivement leurs représentants sont informés de toutes les mesures à prendre en ce qui concerne la signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail.

2. Sans préjudice de l'article L. 312-8. du Code du travail, les salariés doivent recevoir une formation adéquate, notamment sous forme d'instructions précises, en ce qui concerne la signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail.

La formation visée au premier alinéa porte en particulier sur la signification de la signalisation, notamment lorsque celle-ci comporte l'usage de mots, et sur les comportements généraux et spécifiques à adopter.

**Art. 8.– *Consultation et participation des salariés***

La consultation et la participation des salariés respectivement de leurs représentants ont lieu, conformément au Titre premier du Livre IV du Code du travail relatif aux délégations du personnel, sur les matières couvertes par le présent règlement grand-ducal, y compris les annexes I à IX.

**Art. 9.– *Abrogation***

Le règlement grand-ducal du 28 mars 1995 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail est abrogé.

**Art. 10.– *Exécution***

Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et Notre Ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

## ANNEXE 1

**Prescriptions minimales générales concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail****1. Remarques préliminaires**

- 1.1. Lorsqu'une signalisation de sécurité et de santé est requise au titre de la règle générale fixée à l'article 3 du présent règlement grand-ducal, elle doit être conforme aux exigences spécifiques figurant aux annexes II à IX.
- 1.2. La présente annexe introduit ces exigences, décrit les différentes utilisations des signalisations de sécurité et de santé et fixe des règles générales sur l'interchangeabilité et la complémentarité de ces signalisations.
- 1.3. Les signalisations de sécurité et de santé ne doivent être utilisées que pour transmettre le message ou l'information précisée dans le présent règlement grand-ducal.

**2. Modes de signalisation****2.1. Signalisation permanente**

- 2.1.1. La signalisation, en rapport avec une interdiction, un avertissement et une obligation, ainsi que celle concernant la localisation et l'identification des moyens de sauvetage ou de secours, doit se faire de façon permanente par des panneaux.  
La signalisation destinée à la localisation et à l'identification des matériels et équipements de lutte contre l'incendie doit se faire de façon permanente par des panneaux respectivement par la couleur de sécurité.
- 2.1.2. La signalisation sur des récipients et des tuyauteries doit se faire de la façon prévue à l'annexe III.
- 2.1.3. La signalisation de risques de chocs contre des obstacles et de chutes de personnes doit se faire de façon permanente par une couleur de sécurité respectivement par des panneaux.
- 2.1.4. Le marquage des voies de circulation doit se faire de façon permanente par une couleur de sécurité.

**2.2. Signalisation occasionnelle**

- 2.2.1. Le signalement d'événements dangereux, l'appel à des personnes pour une action spécifique, ainsi que l'évacuation d'urgence de personnes, doivent se faire, de façon occasionnelle, et en tenant compte de l'interchangeabilité et de la complémentarité prévues au point 3, par un signal lumineux, un signal acoustique respectivement une communication verbale.
- 2.2.2. Le guidage des personnes effectuant des manoeuvres comportant un risque ou danger doit se faire de façon occasionnelle par un signal gestuel respectivement par une communication verbale.

**3. Interchangeabilité et complémentarité de signalisations**

- 3.1. A efficacité égale, le choix est libre
  - entre une couleur de sécurité ou un panneau, pour signaler des risques de trébuchement, ou chute avec dénivellation,
  - entre les signaux lumineux, les signaux acoustiques ou la communication verbale,
  - entre le signal gestuel ou la communication verbale.
- 3.2. Certains modes de signalisation peuvent être utilisés conjointement, à savoir
  - le signal lumineux et le signal acoustique,
  - le signal lumineux et la communication verbale,
  - le signal gestuel et la communication verbale.

4. Les indications figurant dans le tableau ci-dessous s'appliquent à toute signalisation qui comporte une couleur de sécurité.

<i>Couleur</i>	<i>Signification ou but</i>	<i>Indications et précisions</i>
Rouge	Signal d'interdiction	Attitudes dangereuses
	Danger-alarme	Stop, arrêt, dispositifs de coupure d'urgence Evacuation
	Matériel et équipement de lutte contre l'incendie	Identification et localisation
Jaune ou Jaune orangé	Signal d'avertissement	Attention, précaution Vérification
Bleu	Signal d'obligation	Comportement ou action spécifique – Obligation de porter un équipement individuel de sécurité
Vert	Signal de sauvetage ou de secours	Portes, issues, voies, matériels, postes, locaux
	Situation de sécurité	Retour à la normale

5. L'efficacité d'une signalisation ne doit pas être mise en cause par:
- 5.1. la présence d'une autre signalisation ou d'une autre source d'émission du même type qui affecte la visibilité ou l'audibilité, et qui implique notamment:
    - 5.1.1. d'éviter d'apposer un nombre excessif de panneaux à proximité immédiate les uns des autres;
    - 5.1.2. de ne pas utiliser en même temps deux signaux lumineux qui peuvent être confondus;
    - 5.1.3. de ne pas utiliser un signal lumineux à proximité d'une autre émission lumineuse peu distincte;
    - 5.1.4. de ne pas utiliser en même temps deux signaux sonores;
    - 5.1.5. de ne pas utiliser un signal sonore si le bruit environnant est trop fort;
  - 5.2. une mauvaise conception, un nombre insuffisant, un mauvais emplacement, un mauvais état ou un mauvais fonctionnement des moyens ou dispositifs de signalisation.
6. Les moyens et dispositifs de signalisation doivent, selon le cas, être régulièrement nettoyés, entretenus, vérifiés et réparés, remplacés si nécessaire, de manière à conserver leurs qualités intrinsèques respectivement de fonctionnement.
7. Le nombre et remplacement des moyens ou des dispositifs de signalisation à mettre en place est fonction de l'importance des risques ou dangers ou de la zone à couvrir.
8. Les signalisations qui ont besoin d'une source d'énergie pour fonctionner doivent être assurées d'une alimentation de secours en cas de rupture de cette énergie, sauf si le risque disparaît avec la coupure d'énergie.
9. Un signal lumineux respectivement sonore indique, par son déclenchement, le début d'une action sollicitée; sa durée doit être aussi longue que l'action l'exige.  
Les signaux lumineux ou acoustiques doivent être réenclenchés immédiatement après chaque utilisation.
10. Les signaux lumineux et acoustiques doivent faire l'objet d'une vérification de leur bon fonctionnement et de leur réelle efficacité, avant leur mise en service et, ultérieurement, de façon suffisamment répétitive.
11. Au cas où des salariés concernés ont des capacités ou facultés auditives ou visuelles limitées, y compris par le port d'équipements de protection individuelle, des mesures adéquates supplémentaires ou de remplacement doivent être prises.

12. Les aires, salles ou enceintes utilisées pour stocker des substances ou mélanges dangereux en quantités importantes doivent être signalisées par un panneau d'avertissement approprié choisi parmi ceux énumérés à l'annexe II, point 3.2, ou être identifiées conformément à l'annexe III, point 1, à moins que l'étiquetage des différents emballages ou récipients suffise à cet effet.

En l'absence de panneau d'avertissement équivalent à l'annexe II, point 3.2, pour signaler aux personnes des substances ou des mélanges dangereux, le pictogramme de danger correspondant prévu à l'annexe V du règlement CLP doit être utilisé.

\*

## ANNEXE II

### Prescriptions minimales générales concernant les panneaux de signalisation

#### 1. Caractéristiques intrinsèques

- 1.1. La forme et les couleurs des panneaux sont définies au point 3, en fonction de leur objet spécifique (panneaux d'interdiction, d'avertissement, d'obligation, de sauvetage ou de secours et concernant le matériel ou l'équipement de lutte contre l'incendie).
- 1.2. Les pictogrammes doivent être aussi simples que possible et les détails inutiles à la compréhension doivent être laissés de côté.
- 1.3. Les pictogrammes utilisés peuvent légèrement varier ou être plus détaillés par rapport aux présentations reprises au point 3, à condition que leur signification soit équivalente et qu'aucune différence ou adaptation n'en obscurcisse la signification.
- 1.4. Les panneaux sont constitués d'un matériau résistant le mieux possible aux chocs, aux intempéries et aux agressions dues au milieu ambiant.
- 1.5. Les dimensions ainsi que les caractéristiques colorimétriques et photométriques des panneaux doivent garantir une bonne visibilité et compréhension de ceux-ci.

#### 2. Conditions d'utilisation

- 2.1. Les panneaux sont installés, en principe, à une hauteur et selon une position appropriée par rapport à l'angle de vue, compte tenu d'éventuels obstacles, soit à l'actes à une zone pour un risque général, soit à proximité immédiate d'un risque déterminé ou de l'objet à signaler, et dans un endroit bien éclairé et facilement accessible et visible.

Sans préjudice des dispositions prévues par le Livre III, Titre premier du Code du travail, il y a lieu d'utiliser, en cas de mauvaises conditions d'éclairage naturel, des couleurs phosphorescentes, des matériaux réfléchissants ou un éclairage artificiel.

- 2.2. Un panneau doit être enlevé, lorsque la situation le justifiant disparaît.

#### 3. Panneaux à utiliser

##### 3.1. *Panneaux d'interdiction*

Caractéristiques intrinsèques:

- forme ronde
- pictogramme noir sur fond blanc, bordure et bande (descendant de gauche à droite, le long du pictogramme à 45° par rapport à l'horizontale) rouges (le rouge doit recouvrir au moins 35% de la surface du panneau)



Défense de fumer



Flamme nue interdite  
et défense de fumer



Interdit aux piétons



Défense d'éteindre  
avec de l'eau



Eau non potable



Entrée interdite aux personnes  
non autorisées



Interdit aux véhicules  
de manutention



Ne pas toucher



### 3.2. *Panneaux d'avertissement*

Caractéristiques intrinsèques:

- forme triangulaire
- pictogramme noir sur fond jaune, bordure noire (le jaune doit recouvrir au moins 50% de la surface du panneau)



Matières inflammables  
ou haute température<sup>1</sup>



Matières explosives



Matières toxiques



Matières corrosives



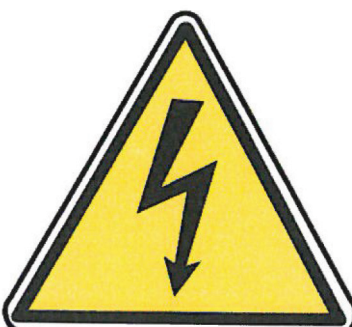
Matières radioactives



Charges suspendues



Véhicules de manutention



Danger électrique



Danger général<sup>2</sup>

<sup>1</sup> En l'absence d'un panneau spécifique pour haute température.

<sup>2</sup> Ce panneau d'avertissement n'est pas utilisé pour signaler aux personnes des substances ou des mélanges chimiques dangereux, sauf lorsqu'il est utilisé conformément à l'annexe III, point 5, deuxième alinéa, pour indiquer le stockage de substances ou de mélanges dangereux.



Rayonnement laser



Matières comburantes



Radiations non ionisantes



Champ magnétique important



Trébuchement



Chute avec dénivellation

Risque biologique<sup>3</sup>

Basse température

<sup>3</sup> Pictogramme prévu par la directive 90/679/CEE du Conseil, du 26 novembre 1990, concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16 paragraphe 1 de la directive 89/391/CEE) (JO n° L 374 du 31.12.1990, p. 1).

### 3.3. *Panneaux d'obligation*

Caractéristiques intrinsèques:

- forme ronde
- pictogramme blanc sur fond bleu (le bleu doit recouvrir ou moins 50% de la surface du panneau)



Protection obligatoire  
de la vue



Protection obligatoire  
de la tête



Protection obligatoire  
de l'ouïe



Protection obligatoire  
des voies respiratoires



Protection obligatoire  
des pieds



Protection obligatoire  
des mains



Protection obligatoire  
du corps



Protection obligatoire  
de la figure



Protection individuelle  
obligatoire contre les chutes



Passage obligatoire  
pour piétons

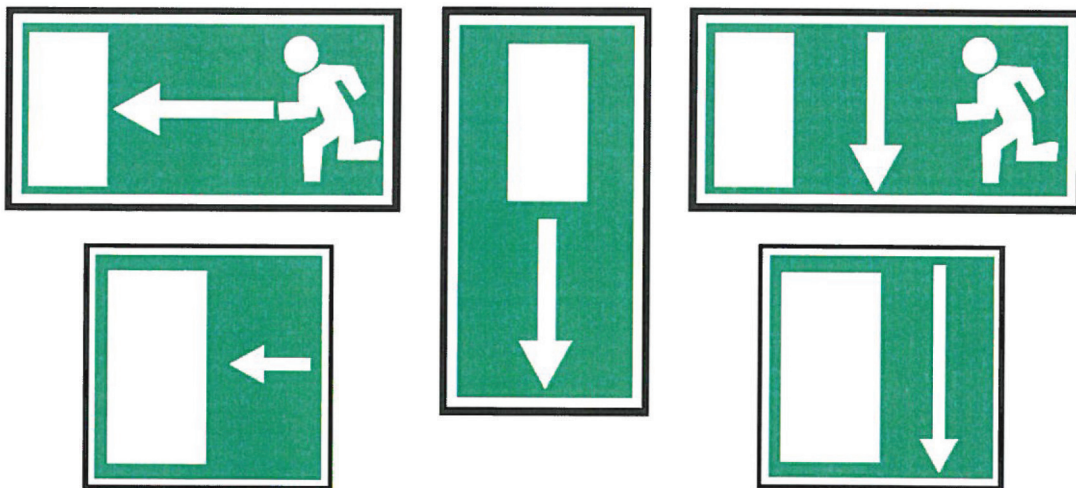


Obligation générale  
(accompagnée le cas échéant  
d'un panneau additionnel)

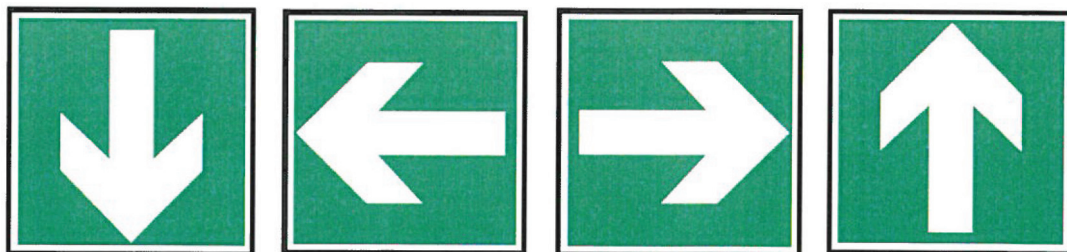
### 3.4. *Panneaux de sauvetage ou de secours*

Caractéristiques intrinsèques:

- forme rectangulaire ou carrée
- pictogramme blanc sur fond vert (le vert doit recouvrir au moins 50% de la surface du panneau)



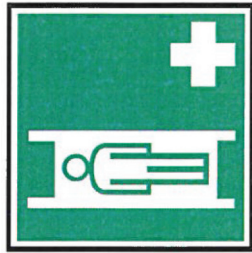
Voie/sortie de secours



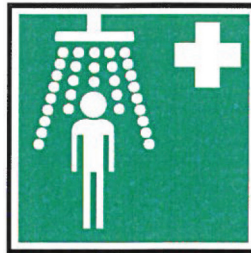
Direction à suivre (signal d'indication additionnel aux panneaux ci-dessous)



Premiers secours



Civière



Douche de sécurité



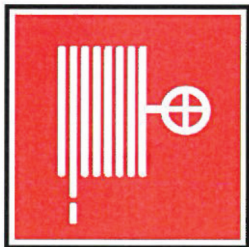
Rinçage des yeux

Téléphone  
pour le sauvetage et  
premiers secours

### 3.5. *Panneaux concernant le matériel ou l'équipement de lutte contre l'incendie*

Caractéristiques intrinsèques:

- forme: rectangulaire ou carrée
- pictogramme blanc sur fond rouge (la couleur rouge doit recouvrir au moins 50% de la surface du panneau)



Lance à incendie



Echelle



Extincteur

Téléphone pour la  
lutte contre l'incendie

Direction à suivre (signal d'indication additionnel aux panneaux ci-dessus)

\*

## ANNEXE III

**Prescriptions minimales concernant la signalisation  
sur les récipients et les tuyauteries**

1. Les récipients utilisés au travail concernant des substances ou mélanges chimiques classés comme dangereux selon les critères des classes de dangers physiques ou de dangers pour la santé, conformément au règlement CLP, et les récipients utilisés pour le stockage de ces substances et mélanges dangereux, ainsi que les tuyauteries apparentes contenant ou transportant de telles substances et mélanges, doivent être munis d'un étiquetage présentant les pictogrammes de danger pertinents conformément audit règlement.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux récipients qui sont utilisés au travail pendant une courte durée ni à ceux dont le contenu change souvent, pourvu que soient prises des mesures alternatives adéquates, notamment d'information respectivement de formation, garantissant le même niveau de protection.

L'étiquetage visé au premier alinéa peut être:

- remplacé par des panneaux d'avertissement prévus à l'annexe II en prenant le même pictogramme ou symbole. En l'absence de panneau d'avertissement équivalent au point 3.2 de l'annexe II, le pictogramme de danger correspondant prévu à l'annexe V du règlement CLP doit être utilisé,
- complété par des informations complémentaires comme le nom respectivement la formule de la substance ou du mélange dangereux, et des détails sur le risque,
- pour le transport de récipients sur le lieu de travail, complété ou remplacé par des panneaux applicables dans toute l'Union européenne pour le transport des substances ou des mélanges dangereux.

2. Cette signalisation doit être placée dans les conditions suivantes
  - sur le(s) côté(s) visibles(s),
  - sous forme rigide, autocollante ou peinte.
3. Les caractéristiques intrinsèques prévues à l'annexe II point 1.4 et les conditions d'utilisation prévues à l'annexe II point 2 concernant les panneaux de signalisation s'appliquent, s'il y a lieu, à l'étiquetage prévu au point 1 de la présente annexe.
4. L'étiquetage utilisé sur les tuyauteries doit, sans préjudice des points 1, 2 et 3, être placé visiblement près des endroits comportant les plus grands dangers tels que vannes et points de raccordement, et de manière suffisamment répétitive.
5. Les aires, salles ou enceintes utilisées pour stocker des substances ou mélanges dangereux en quantités importantes doivent être signalisées par un panneau d'avertissement approprié, choisi parmi ceux énumérés à l'annexe II point 3.2 ou être identifiées conformément à l'annexe III point 1, à moins que l'étiquetage des différents emballages ou récipients suffise à cet effet en tenant compte de l'annexe II point 1.5 concernant les dimensions.

Les stockages d'un terrain nombre de substances ou mélanges dangereux peuvent être indiqués par le panneau d'avertissement „danger général“.

Les panneaux ou l'étiquetage visés ci-dessus doivent être placés, selon le cas, près de l'aire de stockage ou sur la porte d'accès à la salle de stockage.

## ANNEXE IV

**Prescriptions minimales concernant l'identification et la localisation des équipements destinés à la lutte contre l'incendie**

1. *Remarque préliminaire*

- La présente annexe s'applique aux équipements exclusivement destinés à la lutte contre l'incendie.
2. Les équipements de lutte contre l'incendie doivent être identifiés par une coloration des équipements et par un panneau de localisation respectivement une coloration des emplacements ou des accès à ces emplacements dans lesquels ils se trouvent.
  3. La couleur d'identification de ces équipements est rouge. La surface rouge doit être suffisante pour permettre une identification facile.
  4. Les panneaux prévus à l'annexe II point 3.5 doivent être utilisés en fonction des emplacements de ces équipements.

\*

## ANNEXE V

**Prescriptions minimales concernant la signalisation d'obstacles et endroits dangereux et le marquage des voies de circulation**

**1. Signalisation d'obstacles et endroits dangereux**

- 1.1. La signalisation des risques de chocs contre des obstacles, de chutes d'objets ainsi que de personnes, s'effectue à l'intérieur des zones bâties de l'entreprise auxquelles le salarié a accès dans le cadre de son travail, au moyen de jaune en alternance avec le noir ou de rouge en alternance avec le blanc.
- 1.2. Les dimensions de cette signalisation doivent tenir compte des dimensions de l'obstacle ou endroit dangereux signalé.
- 1.3. Les bandes jaunes et noires ou rouges et blanches doivent être inclinées d'environ 45° et avoir des dimensions à peu près égales entre elles.
- 1.4. Exemple:

**2. Marquage des voies de circulation**

- 2.1. Lorsque l'usage et l'équipement des locaux l'exigent pour la protection des salariés, les voies de circulation des véhicules doivent être clairement identifiées par des bandes continues d'une couleur bien visible, de préférence blanche ou jaune, compte tenu de la couleur du sol.
- 2.2. L'emplacement des bandes doit tenir compte des distances de sécurité nécessaires entre les véhicules qui peuvent y circuler et tout objet pouvant se trouver à proximité et entre les piétons et les véhicules.
- 2.3. Les voies permanentes situées à l'extérieur dans les zones bâties devraient également être marquées, dans la mesure où cela est nécessaire, à moins qu'elles ne soient pourvues de barrières ou d'un dallage appropriés.

\*

## ANNEXE VI

**Prescriptions minimales concernant les signaux lumineux****1. Caractéristiques intrinsèques**

- 1.1. La lumière émise par un signal doit provoquer un contraste lumineux approprié à son environnement, en fonction des conditions d'utilisation prévues, sans entraîner d'éblouissement par son excès, ou une mauvaise visibilité par son insuffisance.
- 1.2. La surface lumineuse qui émet un signal peut être de couleur uniforme, ou comporter un pictogramme sur un fond déterminé.
- 1.3. La couleur uniforme doit être conforme au tableau de signification des couleurs qui figure à l'annexe I point 4.
- 1.4. Lorsque le signal comporte un pictogramme, celui-ci doit être, par analogie, conforme aux règles le concernant, telles que prévues à l'annexe II.

**2. Règles d'utilisation particulières**

- 2.1. Si un dispositif peut émettre un signal continu et intermittent, le signal intermittent sera utilisé pour indiquer, par rapport au signal continu, un niveau plus élevé de danger ou une urgence accrue de l'intervention ou de l'action sollicitée ou imposée.  
La durée de chaque éclair et la fréquence des éclairs d'un signal lumineux intermittent doivent être conçues de manière:
  - à assurer une bonne perception du message  
et
  - à éviter toute confusion, soit entre différents signaux lumineux, soit avec un signal lumineux continu.
- 2.2. Si un signal lumineux intermittent est utilisé à la place ou en complément d'un signal acoustique, le code du signal doit être identique.
- 2.3. Un dispositif pour émettre un signal lumineux utilisable en cas de danger grave doit être spécialement surveillé ou être muni d'une ampoule auxiliaire.

\*

## ANNEXE VII

**Prescriptions minimales concernant les signaux acoustiques****1. Caractéristiques intrinsèques**

- 1.1. Un signal acoustique doit:
  - a) avoir un niveau sonore nettement supérieur au bruit ambiant, de manière à être audible, sans être excessif ou douloureux;
  - b) être facilement reconnaissable, compte tenu notamment de la durée des impulsions, de la séparation entre impulsions et groupes d'impulsions et être bien distinct, d'une panne, d'un autre signal acoustique et, d'autre part, des bruits ambiants.
- 1.2. Si un dispositif peut émettre un signal acoustique à fréquences variable et stable, la fréquence variable sera utilisée pour indiquer, par rapport à la fréquence stable, un niveau plus élevé de danger ou une urgence accrue de l'intervention ou action sollicitée ou imposée.

**2. Code à utiliser**

Le son d'un signal d'évacuation doit être continu.

\*



## ANNEXE VIII

**Prescriptions minimales concernant la communication verbale****1. Caractéristiques intrinsèques**

- 1.1. La communication verbale s'établit entre un locuteur ou un émetteur et un ou plusieurs auditeurs, sous forme d'un langage formé de textes courts, de groupes de mots respectivement de mots isolés, éventuellement codés.
- 1.2. Les messages verbaux sont aussi courts, simples et clairs que possible; l'aptitude verbale du locuteur et les facultés auditives du ou des auditeurs doivent être suffisantes pour assurer une communication verbale sûre.
- 1.3. La communication verbale est directe (utilisation de la voix humaine) ou indirecte (voix humaine ou synthétique, diffusée par un moyen ad hoc).

**2. Règles d'utilisation particulières**

- 2.1. Les personnes concernées doivent bien connaître le langage utilisé, afin de pouvoir prononcer et comprendre correctement le message verbal et adopter, en fonction du message, un comportement approprié, dans le domaine de la sécurité et de la santé.
- 2.2. Si la communication verbale est utilisée à la place ou en complément de signaux gestuels, il faut utiliser, si des codes ne sont pas employés, des mots, comme par exemple:

- |   |   |   |
|---|---|---|
| – début:  | pour indiquer la prise de commandement  |   |
| – stop:   | pour interrompre ou finir un mouvement  |   |
| – fin:  | pour arrêter les opérations   |   |
| – monter:   | pour faire monter une charge  |   |
| – descendre:  | pour faire descendre une charge   |   |
| – avancer<br>– reculer<br>– à droite<br>– à gauche: | } le sens de ces mouvements doit, le cas échéant, être coordonné avec les codes gestuels correspondants |   |
| – danger:   |   | pour exiger un stop ou arrêt d'urgence                    |
| – vite:   |   | pour accélérer un mouvement, pour des raisons de sécurité |

\*

## ANNEXE IX

**Prescriptions minimales concernant les signaux gestuels****1. Caractéristiques**

Un signal gestuel doit être précis, simple, ample, facile à faire et à comprendre et bien distinct d'un autre signal gestuel.

L'utilisation en même temps des deux bras doit se faire de façon symétrique et pour un seul signal gestuel.

Les gestes utilisés peuvent, dans le respect des caractéristiques indiquées ci-dessus, légèrement varier ou être plus détaillés par rapport aux présentations reprises au point 3, à condition que leur signification et compréhension soient au moins équivalentes.

**2. Règles d'utilisation particulières**

- 2.1. La personne qui émet des signaux, appelée préposé aux signaux, donne les instructions de manoeuvres à l'aide de signaux gestuels au récepteur des signaux, appelé opérateur.
- 2.2. Le préposé aux signaux doit pouvoir suivre des yeux l'ensemble des manoeuvres, sans être menacé par les manoeuvres.

- 2.3. Le préposé aux signaux doit se consacrer exclusivement au commandement des manoeuvres et à la sécurité des salariés situés à proximité.
- 2.4. Si les conditions prévues au point 2.2 ne sont pas remplies, il y a lieu de prévoir un ou plusieurs préposés aux signaux supplémentaires.
- 2.5. L'opérateur doit suspendre la manoeuvre en cours pour demander de nouvelles instructions, lorsqu'il ne peut exécuter les ordres reçus avec les garanties de sécurité nécessaires.

2.6. **Accessoires de signalisation gestuelle**

Le préposé aux signaux doit être facilement reconnu par l'opérateur.

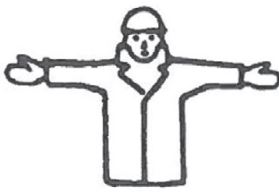



Le préposé aux signaux porte un ou plusieurs éléments de reconnaissance appropriés, par exemple: veste, casque, manchons, brassards, raquettes.








Les éléments de reconnaissance sont d'une coloration vive et de préférence unique, exclusivement utilisée par le préposé aux signaux.


3. **Gestes codés à utiliser**

**Remarque préliminaire**

L'ensemble des gestes codés indiqués ci-après ne porte pas préjudice à l'emploi d'autres codes, notamment dans certains secteurs d'activité, applicables au niveau communautaire, qui visent les mêmes manoeuvres.

<i>Signification</i>	<i>Description</i>	<i>Illustration</i>
A. Gestes généraux		
DEBUT Attention Prise de commandement	Les deux bras sont écartés horizontalement, les paumes des mains vers l'avant	
STOP Interruption Fin du mouvement	Le bras droit est tendu vers le haut, la paume de la main droite vers l'avant	
FIN des opérations	Les deux mains sont jointes, à hauteur de la poitrine	
B. Mouvements verticaux		
MONTER	Le bras droit est tendu vers le haut, la paume de la main droite vers l'avant, décrit lentement un cercle	

<i>Signification</i>	<i>Description</i>	<i>Illustration</i>
DESCENDRE	Le bras droit tendu vers le bas, la paume de la main droite vers l'intérieur, décrit lentement un cercle	
DISTANCE VERTICALE	Les mains indiquent la distance	
C. Mouvements horizontaux		
AVANCER	Les deux bras pliés, les paumes des mains vers l'intérieur, les avant-bras font des mouvements lents vers le corps	
RECULER	Les deux bras pliés, les paumes des mains vers l'extérieur, les avant-bras font des mouvements lents s'éloignant du corps	
A DROITE par rapport au préposé aux signaux	Le bras droit, tendu plus ou moins horizontalement, la paume de la main droite vers le bas, fait des petits mouvements lents dans la direction	
A GAUCHE par rapport au préposé aux signaux	Le bras gauche, tendu plus ou moins horizontalement, la paume de la main gauche vers le bas, fait des petits mouvements lents dans la direction	
DISTANCE HORIZONTALE	Les mains indiquent la distance	

<i>Signification</i>	<i>Description</i>	<i>Illustration</i>
<b>D. Danger</b>		
DANGER Stop ou arrêt d'urgence	Les deux bras sont tendus vers le haut, les paumes des mains vers l'avant	
MOUVEMENT RAPIDE	Les gestes codés commandant des mouvements s'effectuent avec rapidité	
MOUVEMENT LENT	Les gestes codés commandant des mouvements s'effectuent très lentement	

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Ad article premier:*

L'article reprend le texte original du règlement grand-ducal du 28 mars 1995 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail (ci-après: „règlement signalisation“).

Les modifications apportées par la directive 2014/27/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (ci-après: „acte modificatif“) sont introduites au paragraphe 2.

Les références aux textes légaux au paragraphe 4 sont actualisées se référant désormais au Code du travail.

### *Ad article 2:*

L'article reprend le texte original du règlement signalisation.

La définition du „Règlement CLP“: Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/145/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1) est introduite.

### *Ad article 3:*

L'article reprend le texte original du règlement signalisation.

Les références aux textes légaux au paragraphe 1 sont actualisées se référant désormais au Code du travail.

### *Ad articles 4-6:*

Ces articles reprennent le texte original du règlement signalisation.

### *Ad articles 7 et 8:*

Ces articles reprennent le texte original du règlement signalisation. Les références aux textes légaux au paragraphe 1 et 2 sont actualisées se référant désormais au Code du travail.

### *Ad Annexe I:*

L'annexe reprend le texte original du règlement signalisation. Les changements apportés par l'acte modificatif y sont introduits.

*Ad Annexe II:*

L'annexe reprend le texte original du règlement signalisation. Au point 2.1., les références aux textes légaux sont actualisées se référant désormais au Code du travail. Les changements apportés par l'acte modificatif y sont introduits.

*Ad Annexe III:*

L'annexe reprend le texte original du règlement signalisation. Les changements apportés par l'acte modificatif y sont introduits.

*Ad Annexe IV à IX:*

Les annexes reprennent le texte original du règlement signalisation.

\*

**TABLEAU DE CONCORDANCE**

<i>Directive 2014/27/UE</i>	<i>Présent RGD (Signalisation)</i>
–	Article 1 <sup>er</sup> , paragraphes 1, 3 et 4
Article 1 <sup>er</sup> , point 1)	Article 1 <sup>er</sup> , paragraphe 2
–	Article 2
–	Article 3
–	Article 4
–	Article 5
–	Article 6
–	Article 7
–	Article 8
–	Annexe I, points 1 à 11
Article 1 <sup>er</sup> , point 2)	Annexe I, point 12
–	Annexe II, points 1 à 3.1 et 3.3 à 3.5
Article 1 <sup>er</sup> , point 3)	Annexe II, point 3.2
–	Annexe III, points 2 à 4
Article 1 <sup>er</sup> , point 4) a)	Annexe III, point 1
Article 1 <sup>er</sup> , point 4) b)	Annexe III, point 5
–	Annexe IV
–	Annexe V
–	Annexe VI
–	Annexe VII
–	Annexe VIII
–	Annexe IX

\*

## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT

### Coordonnées du projet

<b>Intitulé du projet:</b>	<b>Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé au travail</b>
<b>Ministère initiateur:</b>	<b>Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire</b>
<b>Auteur(s):</b>	<b>Marco BOLY</b>
<b>Tél:</b>	<b>247-76100</b>
<b>Courriel:</b>	<b>marco.boly@itm.etat.lu</b>
<b>Objectif(s) du projet:</b>	<b>Transposition de la directive 2014/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges</b>
<b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s):</b>	
<b>Ministère de la Santé</b>	
<b>Date:</b>	<b>14.9.2015</b>

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s): Oui  Non   
 Si oui, laquelle/lesquelles:  
 Remarques/Observations:
  
2. Destinataires du projet:
 

– Entreprises/Professions libérales:	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
– Citoyens:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
– Administrations:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
  
3. Le principe „Think small first“ est-il respecté? Oui  Non  N.a.<sup>1</sup>   
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)  
 Remarques/Observations:
  
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui  Non   
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière? Oui  Non   
 Remarques/Observations:
  
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui  Non   
 Remarques/Observations:

<sup>1</sup> N.a.: Non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui  Non
- Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup>? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non-réponse de l'administration? Oui  Non  N.a.
  - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui  Non  N.a.
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui  Non  N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui  Non  N.a.
- Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe „la directive, rien que la directive“ est-il respecté? Oui  Non  N.a.
- Si non, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
  - b) amélioration de la qualité réglementaire? Oui  Non
- Remarques/Observations:
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui  Non  N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui  Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui  Non  N.a.
- Si oui, lequel?
- Remarques/Observations:

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

**Egalité des chances**

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière:
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - Si oui, expliquez pourquoi:  
Le projet de règlement grand-ducal ne fait pas de distinction entre les femmes et les hommes.
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes? Oui  Non  N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière:

**Directive „services“**

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup>? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup>? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

\*

<sup>5</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)



**FICHE FINANCIERE**

Le projet de règlement grand-ducal n'a pas d'impact financier.

\*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES**

(16.2.2016)

Par lettre en date du 13 novembre 2015, Monsieur Nicolas Schmit, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, a saisi pour avis notre Chambre au sujet du projet élargé.

1. Le projet a pour objet de mettre à jour les prescriptions minimales pour la signalisation de la sécurité et de la santé au travail.

2. Le projet de règlement grand-ducal est basé sur le Livre III, Protection, Sécurité et Santé des Salariés du Code du Travail (CT) et notamment sur l'article L. 314-3 CT.

3. Il transpose partiellement en droit luxembourgeois les directives 2014/27/UE et 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

La directive 2014/27/UE modifie les directives 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

La directive du Conseil 92/58/CEE a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 28 mars 1995 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail.

4. Le présent projet de règlement grand-ducal se propose donc d'introduire les éléments de l'acte modificatif dans le règlement „signalisation“ existant ainsi que de mettre à jour certaines références à des lois abrogées reprises par le Code du travail.

5. Le nouveau texte prévoit que l'employeur doit s'assurer de l'existence d'une signalisation de sécurité et de santé au travail conforme aux dispositions du présent règlement grand-ducal, lorsque les risques ne peuvent pas être évités ou suffisamment limités par les moyens techniques de protection collective ou par des mesures, méthodes ou procédés d'organisation du travail.

6. Les salariés respectivement leurs représentants, doivent en outre être informés par l'employeur de toutes les mesures à prendre en ce qui concerne la signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail. Les salariés doivent aussi recevoir une formation adéquate, notamment sous forme d'instructions précises, en ce qui concerne la signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail. Cette formation porte en particulier sur la signification de la signalisation, notamment lorsque celle-ci comporte l'usage de mots, et sur les comportements généraux et spécifiques à adopter.

**7. La CSL marque son accord au présent projet.**

Luxembourg, le 16 février 2016

*Pour la Chambre des salariés,*

*Le Directeur,*  
Norbert TREMUTH

*Le Président,*  
Jean-Claude REDING

\*

## AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT (8.3.2016)

Par dépêche du 19 novembre 2015, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, un tableau de correspondance du projet de règlement grand-ducal avec la directive à transposer – c'est-à-dire la directive 2014/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges –, la fiche d'évaluation d'impact et la fiche financière.

Le délai de transposition de la directive 2014/27/UE précitée a été fixé au 1<sup>er</sup> juin 2015. Aussi, le Premier ministre, ministre d'État, a-t-il demandé au Conseil d'État par dépêche du 11 février 2016 d'accorder un traitement prioritaire au projet en question.

L'avis de la Chambre des salariés a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 25 février 2016.

\*

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet la transposition partielle de la directive 2014/27/UE précitée, en l'occurrence l'article 1<sup>er</sup>, comportant les modifications à apporter à la directive 92/58/CEE du Conseil du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail (neuvième directive particulière au sens de l'article 16 paragraphe 1<sup>er</sup> de la directive 89/391/CEE). Les auteurs reprennent dans le projet de règlement grand-ducal sous avis le dispositif du règlement grand-ducal du 28 mars 1995 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail en y apportant plusieurs adaptations rédactionnelles.

Le projet de règlement grand-ducal trouve sa base légale dans le Livre III, Protection, Sécurité et Santé des Salariés du Code du travail, dont l'article L. 314-2 précise que *„les mesures d'exécution d'ordre technique découlant du présent titre y compris la détermination de prescriptions minimales de sécurité et de santé, peuvent être établies par voie de règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État et avec l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés“*. L'article L. 314-4 dispose que *„toute infraction aux dispositions des articles L. 312-1 à L. 312-5, L. 312-8 et L. 314-2, des règlements et des arrêtés pris en leur exécution est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement“*.

\*

### OBSERVATION PRÉLIMINAIRE SUR LE TEXTE EN PROJET

#### *Préambule*

Le préambule du projet de règlement grand-ducal sera à adapter en ce qui concerne la réception ou non des avis des chambres professionnelles concernées.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

### *Article 1<sup>er</sup>*

Sans observation.

### *Article 2*

Comme le point o) ne comporte pas de définition d'une expression, mais porte sur l'abréviation utilisée dans les annexes I et III, le Conseil d'État propose de mentionner cette abréviation à l'annexe I, tout en abandonnant la référence à la publication.

### *Articles 3 à 10*

Sans observation.

### *Annexe I*

Suite aux observations faites à l'endroit de l'article 2, le dernier alinéa du point 12 de cette annexe aura le libellé suivant:

„En l'absence de panneau d'avertissement équivalent à l'annexe II, point 3.2, pour signaler aux personnes des substances ou des mélanges dangereux, le pictogramme de danger correspondant prévu à l'annexe V du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, dénommé ci-après „règlement CLP“, doit être utilisé.“

### *Annexes II et III*

Sans observation.

\*

## OBSERVATIONS D'ORDRE LÉGISLATIVE

Au préambule, il y a lieu d'écrire correctement „Code du travail“.

La subdivision du dispositif en articles se présente par l'abréviation suivante, sans trait d'union entre l'abréviation et le numéro de l'article: „Art. 1<sup>er</sup>.; Art. 2.; ...“.

À l'article 9, il est proposé de libeller l'intitulé comme suit:

„Disposition abrogatoire“

Il y a lieu de faire abstraction de l'intitulé figurant à l'article 10.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 8 mars 2016.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*La Présidente,*  
Viviane ECKER

\*

## TEXTE COORDONNE

Nous, HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles L.311-1 à L-314-4 du Code du travail;

Vu la directive 2014/27/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges;

Vu l'avis de la Chambre des Salariés;

Vu la demande d'avis adressée à la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics et la Chambre d'Agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés;

Sur le rapport de Notre ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et de Notre ministre de la Santé, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

### **Art. 1<sup>er</sup>. *Objet***

(1) Le présent règlement grand-ducal fixe des prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé telles que définies à l'article 2.

(2) Le présent règlement grand-ducal ne s'applique pas à la signalisation pour la mise sur le marché de substances et de mélanges dangereux, de produits respectivement d'équipements, à moins que d'autres dispositions légales n'y fassent spécifiquement référence.

(3) Le présent règlement grand-ducal ne s'applique pas à la signalisation utilisée pour la réglementation du trafic routier, ferroviaire, fluvial, maritime et aérien.

(4) Les dispositions du Code du travail, notamment son Livre III, Titre premier, concernant la protection, la sécurité et la santé des salariés au travail s'appliquent pleinement à l'ensemble du domaine visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, sans préjudice de dispositions plus contraignantes respectivement spécifiques contenues dans le présent règlement grand-ducal.

(2) La signalisation applicable aux trafics routier, ferroviaire, fluvial, maritime et aérien doit, sans préjudice de l'annexe V, être utilisée, s'il y a lieu, pour ces trafics, à l'intérieur des entreprises, respectivement des établissements.

### **Art. 4. *Signalisation de sécurité et de santé utilisée pour la première fois***

La signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail pour la première fois à partir du 24 juin 1994 doit satisfaire aux prescriptions minimales figurant aux annexes I à IX.

### **Art. 5. *Signalisation de sécurité et de santé déjà utilisée***

La signalisation de sécurité et de santé au travail déjà utilisée au travail avant la date prévue à l'article 4 doit satisfaire aux prescriptions minimales figurant aux annexes I à IX, au plus tard dix-huit mois après ladite date.

### **Art. 6. *Exemption***

Il peut être dérogé à l'application des règles mentionnées à l'annexe VIII point 2, respectivement de l'annexe IX point 3, en prévoyant toutefois des mesures alternatives garantissant le même niveau de protection.

**Art. 7. Information et formation des salariés**

(1) Sans préjudice du Titre premier du Livre IV du Code du travail relatif aux délégations du personnel, les salariés, respectivement leurs représentants sont informés de toutes des mesures à prendre en ce qui concerne la signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail.

(2) Sans préjudice de l'article L. 312-8 du Code du travail, les salariés doivent recevoir une formation adéquate, notamment sous forme d'instructions précises, en ce qui concerne la signalisation de sécurité et de santé utilisée au travail.

La formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> porte en particulier sur la signification de la signalisation, notamment lorsque celle-ci comporte l'usage de mots, et sur les comportements généraux et spécifiques à adopter.

**Art. 8. Consultation et participation des salariés**

La consultation et la participation des salariés, respectivement de leurs représentants ont lieu, conformément au Titre premier du Livre IV du Code du travail relatif aux délégations du personnel, sur les matières couvertes par le présent règlement grand-ducal, y compris les annexes I à IX.

**Art. 9. Disposition abrogatoire**

Le règlement grand-ducal du 28 mars 1995 concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité ou de santé au travail est abrogé.

**Art. 10.** Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et Notre Ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.

\*

ANNEXE I

**Prescriptions minimales générales concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail**

**1. Remarques préliminaires**

- 1.1. Lorsqu'une signalisation de sécurité et de santé est requise au titre de la règle générale fixée à l'article 3, elle doit être conforme aux exigences spécifiques figurant aux annexes II à IX.
- 1.2. La présente annexe introduit ces exigences, décrit les différentes utilisations des signalisations de sécurité et de santé et fixe des règles générales sur l'interchangeabilité et la complémentarité de ces signalisations.
- 1.3. Les signalisations de sécurité et de santé ne doivent être utilisées que pour transmettre le message ou l'information précisée dans le présent règlement grand-ducal.

**2. Modes de signalisation**

**2.1. Signalisation permanente**

- 2.1.1. La signalisation, en rapport avec une interdiction, un avertissement et une obligation, ainsi que celle concernant la localisation et l'identification des moyens de sauvetage ou de secours, doit se faire de façon permanente par des panneaux.  
La signalisation destinée à la localisation et à l'identification des matériels et équipements de lutte contre l'incendie doit se faire de façon permanente par des panneaux, respectivement par la couleur de sécurité.
- 2.1.2. La signalisation sur des récipients et des tuyauteries doit se faire de la façon prévue à l'annexe III.
- 2.1.3. La signalisation des risques de chocs contre des obstacles et de chutes de personnes soit se faire de façon permanente par une couleur de sécurité, respectivement par des panneaux.
- 2.1.4. Le marquage des voies de circulation doit se faire de façon permanente par une couleur de sécurité.

## 2.2. Signalisation occasionnelle

- 2.2.1. Le signalement d'événements dangereux, l'appel à des personnes pour une action spécifique, ainsi que l'évacuation d'urgence de personnes, doivent se faire, de façon occasionnelle, et en tenant compte de l'interchangeabilité et de la complémentarité prévues au point 3, par un signal lumineux, un signal acoustique, respectivement une communication verbale.
- 2.2.2. Le guidage des personnes effectuant des manoeuvres comportant un risque ou danger doit se faire de façon occasionnelle par un signal gestuel, respectivement par une communication verbale.

## 3. Interchangeabilité et complémentarité de signalisations

- 3.1. A efficacité égale, le choix est libre
- entre une couleur de sécurité ou un panneau, pour signaler des risques de trébuchement, ou chute avec dénivellation;
  - entre les signaux lumineux, les signaux acoustiques ou la communication verbale;
  - entre le signal gestuel ou la communication verbale.
- 3.2. Certains modes de signalisation peuvent être utilisés conjointement, à savoir:
- le signal lumineux et le signal acoustique,
  - le signal lumineux et la communication verbale,
  - le signal gestuel et la communication verbale.

## 4. Les indications figurant dans le tableau ci-dessous s'appliquent à toute signalisation qui comporte une couleur de sécurité.

<i>Couleur</i>	<i>Signification ou but</i>	<i>Indications et précisions</i>
Rouge	Signal d'interdiction	Attitudes dangereuses
	Danger-alarme	Stop, arrêt, dispositifs de coupure d'urgence; Evacuation
	Matériel et équipement de lutte contre l'incendie	Identification et localisation
Jaune ou Jaune orangé	Signal d'avertissement	Attention, précaution; Vérification
Bleu	Signal d'obligation	Comportement ou action spécifique – obligation de porter un équipement individuel de sécurité
Vert	Signal de sauvetage ou de secours	Portes, issues, voies, matériels, postes, locaux
	Situation de sécurité	Retour à la normale

## 5. L'efficacité d'une signalisation ne doit pas être mise en cause par:

- 5.1. La présence d'une autre signalisation ou d'une autre source d'émission du même type qui affecte la visibilité ou l'audibilité, et qui implique notamment:
- 5.1.1. d'éviter d'apposer un nombre excessif de panneaux à proximité immédiate les uns des autres;
- 5.1.2. de ne pas utiliser en même temps deux signaux lumineux qui peuvent être confondus;
- 5.1.3. de ne pas utiliser un signal lumineux à proximité d'une autre émission lumineuse peu distincte;
- 5.1.4. de ne pas utiliser en même temps deux signaux sonores;
- 5.1.5. de ne pas utiliser un signal sonore si le bruit environnant est trop fort;
- 5.2. une mauvaise conception, un nombre insuffisant, un mauvais emplacement, un mauvais état ou un mauvais fonctionnement des moyens ou dispositifs de signalisation.

6. Les moyens et dispositifs de signalisation doivent, selon le cas, être régulièrement nettoyés, entretenus, vérifiés et réparés, remplacés si nécessaire, de manière à conserver leurs qualités intrinsèques, respectivement de fonctionnement.
7. Le nombre et remplacement des moyens ou des dispositifs de signalisation à mettre en place est fonction de l'importance des risques ou dangers ou de la zone à couvrir.
8. Les signalisations qui ont besoin d'une source d'énergie pour fonctionner doivent être assurées d'une alimentation de secours en cas de rupture de cette énergie, sauf si le risque disparaît avec la coupure d'énergie.
9. Un signal lumineux, respectivement sonore indique par son déclenchement le début d'une action sollicitée ; sa durée doit être aussi longue que l'action l'exige.  
Les signaux lumineux ou acoustiques doivent être réenclenchés immédiatement après chaque utilisation.
10. Les signaux lumineux et acoustiques doivent faire l'objet d'une vérification de leur bon fonctionnement et de leur réelle efficacité, avant leur mise en service et, ultérieurement, de façon suffisamment répétitive.
11. Au cas où des salariés concernés ont des capacités ou facultés auditives ou visuelles limitées, y compris par le port d'équipements de protection individuelle, des mesures adéquates supplémentaires ou de remplacement doivent être prises.
12. Les aires, salles ou enceintes utilisées pour stocker des substances ou mélanges dangereux en quantités importantes doivent être signalisées par un panneau d'avertissement approprié choisi parmi ceux énumérés à l'annexe II, point 3.2., ou être identifiées conformément à l'annexe III, point 1., à moins que l'étiquetage des différents emballages ou récipients suffise à cet effet.  
En l'absence de panneau d'avertissement équivalent à l'annexe II, point 3.2., pour signaler aux personnes des substances ou des mélanges dangereux, le pictogramme de danger correspondant prévu à l'annexe V du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives n° 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, dénommé ci-après „règlement CLP“, doit être utilisé.

Comme les annexes II à IX n'ont pas fait l'objet d'observations de la part du Conseil d'Etat, elles ne sont pas reproduites dans le présent texte coordonné.

